

Bruxelles, le 24 avril 2009

L'Union européenne déploie une mission d'observation électorale au Liban

Une mission d'observation électorale de l'UE est actuellement déployée dans la perspective des prochaines élections législatives prévues pour le 7 juin 2009. Cette mission sera composée de quelque 90 observateurs placés sous la direction de M. José Ignacio Salafranca Sánchez-Neyra, membre du Parlement européen, qui était déjà à la tête de la précédente mission d'observation électorale de l'UE au Liban en 2005. Cette mission constitue une nouvelle contribution de la Commission européenne au renforcement de la démocratie au Liban.

Mme Benita Ferrero-Waldner, membre de la Commission chargée des relations extérieures et de la politique européenne de voisinage, a déclaré: «*Je suis convaincue que les élections législatives à venir déboucheront sur la formation d'un gouvernement stable. Lors de ma récente visite dans ce pays, j'ai proposé au président libanais, M. Michel Sleimane, au Premier ministre, M. Fouad Siniora, et au président du Parlement, M. Nabih Berri, l'envoi d'une mission pour observer ces élections. J'espère que la présence d'observateurs européens sera de nature à garantir la crédibilité et la transparence de ces élections et à faire en sorte qu'elles se déroulent dans le respect des normes internationales. Elles représenteront une nouvelle étape du processus de renforcement des institutions démocratiques au Liban*».

Et d'ajouter: «*Nous comptons mettre à profit notre soutien de longue date au processus de réforme du cadre électoral au Liban et sommes disposés à fournir une aide supplémentaire à l'issue de ces élections*».

Le noyau de la mission, qui est constitué de l'observateur en chef et de six experts, est arrivé au Liban le 18 avril dernier. Trente observateurs à long terme seront déployés pour évaluer la campagne et les préparatifs des élections dans tout le pays. Une cinquantaine d'observateurs à court terme, auxquels se joindra une délégation de députés européens, seront déployés pendant la période électorale afin d'observer le scrutin, le dépouillement et la publication des résultats. Quelques observateurs à court terme supplémentaires seront recrutés localement dans les missions diplomatiques des États membres de l'UE présentes dans le pays. La mission restera au Liban après les élections, afin d'évaluer la période postélectorale.

L'UE a prélevé quelque 4,7 millions d'euros sur l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH) pour financer cette mission. En outre, la Commission européenne travaille étroitement avec le Liban sur la question de la réforme électorale et a apporté quatre millions d'euros pour aider à la mise en œuvre de changements dans la loi électorale.

Le partenariat de longue date entre l'UE et le Liban vise principalement à encourager cet État voisin à devenir un pays démocratique, politiquement ouvert et économiquement fort. La base juridique actuelle de cette relation figure dans l'accord d'association UE-Liban, entré en vigueur le 1^{er} avril 2006. Le Plan d'action UE-Liban du 19 janvier 2007 a donné un nouvel élan aux relations bilatérales dans le cadre de la politique européenne de voisinage.

Pour de plus amples informations, voir également:

http://ec.europa.eu/external_relations/human_rights/eu_election_ass_observ/index.htm

http://ec.europa.eu/external_relations/lebanon/index_fr.htm